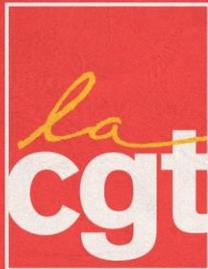


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Une déclaration de politique générale très loin des attentes du monde du travail

La CGT s'alarme d'une déclaration de politique générale à mille lieues des attentes du monde du travail. Le Premier Ministre n'a apporté aucune réponse à la question des salaires, des services publics et de l'emploi notamment.

Dans un contexte où la CGT recense plus de 300 plans de licenciement menaçant quelques 200 à 300 000 emplois, où l'hôpital public est au bord du gouffre, et où le pouvoir d'achat est toujours en baisse, la priorité du gouvernement est visiblement de poursuivre la coûteuse politique de l'offre et de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches. Même le précédent gouvernement avait pointé le besoin de justice fiscale, aujourd'hui écarté d'un revers de main par le nouveau Premier Ministre ! **La CGT appelle le Premier Ministre à s'émanciper de la tutelle du patronat !**

Alors que les fonctionnaires ont été très nombreux et nombreuses à se mobiliser le 5 décembre dernier, le Premier Ministre n'a annoncé ni la suppression des 3 jours de carence ni l'abandon des 4 000 suppressions de postes dans l'Education nationale. Au contraire, il a confirmé les 2,2 milliards de coupes budgétaires pour les collectivités territoriales. La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose pourtant un plan de financement ambitieux et une fiscalité plus juste pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

Sur l'audiovisuel public, le Premier Ministre reprend les contours d'une réforme coûteuse qui fragilise la pluralité et la richesse éditoriale si précieuses à notre vie démocratique.

Grâce à la mobilisation des soignant-es, le Premier Ministre annonce une très légère augmentation de l'ONDAM, très loin cependant des besoins des hôpitaux et des EHPAD et recule sur le déremboursement des médicaments et des consultations médicales.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Sur les retraites, une "méthode radicale" : le grand vide !

La CGT dénonce la décision du gouvernement de ne pas abroger ni même bloquer la réforme des retraites. Nous le savons, cette réforme fait déjà des ravages : le nombre de personnes de plus de 62 ans inscrites à France Travail a déjà augmenté de 50%.

La CGT regrette que seule la vision budgétaire ait été au centre du discours, sur la base d'un rapport que même le Conseil d'Orientation des Retraites a dénoncé. Sous la pression du rapport de force, le Premier Ministre a été obligé d'annoncer l'ouverture de discussions dans un format encore nébuleux. Pour la CGT, toute discussion ne peut être qu'une étape vers l'abrogation de la réforme des retraites. Cependant, en annonçant d'ores et déjà que l'absence d'accord se traduirait par le maintien de la réforme actuelle, le Premier Ministre biaise d'entrée de jeu les discussions et place le patronat en position de force.

La CGT le réaffirme, la démocratie doit trancher. Le parlement doit pouvoir voter sans 49-3 ou un referendum doit être organisé.

Sur l'immigration, le Premier Ministre préfère tendre la main à l'extrême-droite en embrassant les thèses racistes de prédilection de Marine Le Pen. Alors que la population mahoraise doit se reconstruire après le cyclone le plus meurtrier de son histoire, François Bayrou hiérarchise les victimes et appelle à l'exclusion de dizaines de milliers de personnes endeuillées.

La CGT suivra avec la plus grande vigilance le contenu du Projet de Loi de Finances et du Projet de loi de Finances de la Sécurité Sociale et réunira ses instances dirigeantes dans les prochains jours pour décider des suites.

Montreuil, le 14 janvier 2025